25 novembre

Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes

Partout, l'extrême droite avance, et les femmes sont les premières cibles : renvoyer les femmes à la maison, contrôler leur corps, remettre en cause l'IVG et l'égalité. À l'École, cette offensive vise l'ÉVAR-S, les questions de genre et l'égalité filles-garçons. Nous refusons ces discours masculinistes comme l'instrumentalisation raciste des violences sexistes et sexuelles. Parce que la protection ne s'arrête pas à la porte des établissements scolaires, la CGT Éduc'action a des revendications, pour les personnels et les élèves.

Parce que l'égalité n'est pas une menace : elle est une condition de liberté, de dignité et de justice pour toutes et tous, **la CGT Éduc'action appelle à participer aux mobilisations autour du 25 novembre.**

La protection ne s'arrête pas aux portes de l'École

Féministe, la CGT Éduc'action s'engage dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux minorités de genre, dans le monde du travail et dans tous les aspects de la vie.

Elle fait du **25 novembre, une journée de grève** pour rendre visibles ces violences. Cet engagement est réaffirmé sans ambiguïté dans les repères revendicatifs Égalité, adoptés en mars 2026.

Dans les établissements scolaires comme dans les services des rectorats, les VSS touchent les personnels et les élèves. La CGT Éduc'action le dénonce : des dispositifs de signalement sans personnels formés, sans réponses concrètes et sans suivi suffisant ne peuvent assurer une protection effective. Quant aux violences intrafamiliales subies par les personnels comme par les élèves, elles demeurent trop peu prises en compte. C'est inacceptable : la protection ne peut pas s'arrêter aux portes de l'Éducation nationale.

Pour les personnels, la CGT Éduc'action exige, à minima, **l'application immédiate des mesures du Plan National d'Action 2025-2027** : intégrer les VSST dans les DUERP, faire connaître les dispositifs de signalement, former les agent·es chargé·es de recueillir et traiter les signalements.

Pour les élèves, la CGT Éduc'action exige un pilotage en établissement par un·e référent·e VSS volontaire, formé·e et déchargé·e. Elle revendique une procédure nationale claire pour traiter les violences commises par des personnels sur des élèves, ainsi que la protection des élèves en stage.

Enfin, elle exige un **cadre commun de prévention et de traitement des VSS entre élèves**, tenant compte des besoins des victimes et de la prévention de la récidive.



La CGT Éduc'action revendique

Personnels

- la protection fonctionnelle pour les agent·es victimes de violences, y compris intrafamiliales
- des moyens pour traiter les dossiers, sans délai et sans exception



Élèves

- la formation effective de tous les personnels, en particulier de celles et ceux qui interviennent pour l'EVAR-S et pHare.
- la protection des élèves en stage
- la création de postes de personnels santé-psy-social



25 novembre

Contre l'extrême droite le féminisme est une arme

Partout, les forces d'extrême droite progressent, et ce sont d'abord les femmes qui en font les frais. Du Rassemblement national aux courants réactionnaires qui l'entourent, une même ambition se dessine : confiner les femmes à la sphère domestique, exercer un contrôle sur leur corps, fragiliser le droit à l'IVG et remettre en cause l'égalité entre les sexes. À l'École, cette offensive prend la forme d'une stigmatisation de l'Éducation à la Vie Affective, Relationnelle et à la Sexualité, et des questions liées au genre et de l'égalité filles-garçons, présentés comme des dangers à combattre, alors qu'ils sont des outils d'émancipation et de prévention.

Nous rejetons les discours masculinistes qui font de l'égalité une menace pour les hommes et justifient la domination masculine en la présentant comme un ordre naturel.

COALITION FÉMINISTE LOI INTÉGRALE
POUR UNE LOI CADRE INTÉGRALE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES

Nous refusons également de réduire les violences sexistes et sexuelles à une prétendue « insécurité immigrée ». Cette instrumentalisation raciste masque la réalité : ces violences se produisent majoritairement dans l'entourage : dans plus de 80 % des cas la victime connaît son agresseur, et dans 45 % des cas il s'agit de son (ex) conjoint. Les violences sexistes et sexuelles ne sont pas des faits divers, elles sont un outil de domination.

La défense des femmes est mobilisée par l'extrême droite de manière sélective. Si les député·es ont voté la loi intégrale dans son premier passage à l'Assemblée nationale, c'est aussi après avoir fait supprimer l'article protégeant les femmes migrantes victimes de violences. Les mêmes votent contre les lois qui protègent les victimes et retirent les subventions aux associations.

À l'École, nous le voyons au quotidien. Il ne faut que quelques minutes à l'ouverture d'un compte sur un réseau social pour qu'un·e adolescent·e soit confronté·e à des contenus masculinistes qui font la promotion de stéréotypes sexistes, projettent une vision hiérarchique de la société, la valorisation de la force physique et de la domination et le rejet de la responsabilité des difficultés sentimentales ou sociales.

La CGT Éduc'action revendique l'adoption d'une loi-cadre intégrale contre les violences sexistes et sexuelles, accompagné d'un budget dédié d'au moins 3 milliards d'euros.

Une fausse réponse à l'urgence

La lutte contre les violences faites aux enfants est une priorité absolue. Elle ne peut toutefois pas se réduire à un dépistage standardisé tel celui mis en place dans tous les établissements scolaires du 1er et du 2nd degré depuis la rentrée de novembre 2026, malgré un rejet unanime du CSE ; et qui va à l'encontre de la préconisation n°8 de la CIVIISE : pour protéger les enfants, ce ne sont pas aux enfants de porter la responsabilité de révéler les violences qu'ils ou elles subissent. Ce sont aux adultes et aux institutions d'aller vers elles·eux. Pour un enfant qui ne sait pas qu'il ou elle est victime, qui ne comprend pas ce qu'il ou elle subit ou qui n'est pas en capacité de le mettre en mots, ce questionnaire ne répondra pas à l'urgence de le·la protéger.

Avec l'intersyndicale la CGT Éduc'action revendique **la création massive de postes d'assistant·es de services sociaux, d'infirmier·es et de Psy-EN.**

Deux pétitions sont en cours, pour interpeller le ministère :
Celle des personnels sociaux : https://c.org/hjN8X98VQv
Celles des infirmier·es : https://c.org/VxwQhLBKjf

Collectif Éducation contre les LGBTIphobies en milieu scolaire et universitaire - Collectif Éducation contre les LGBTIphobies en milieu scolaire et universitaire -
L'EVARS PROTÈGE TOU·TES LES ENFANTS



CGT Educ'action
263 rue de Paris
93100 Montreuil
Tél. : 01 55 82 76 55
www.cgteduc.fr - unsen@cgteduc.fr

CONTACT